

Le journal du Cercle progressiste carnoussien

Les amis de la Gauche Plurielle à Carnoux

Adresse : 30 avenue Maréchal Foch 13470 - CARNOUX



Pour Carnoux, la Présidentielle, qu'est-ce que ça change ?
 Nous publions ici un condensé des divers programmes sur les sujets qui nous préoccupent au quotidien.

La campagne électorale est intense, nous sommes submergés de discours, mais les Français n'accordent, si l'on en croit les enquêtes, qu'un intérêt relatif à la campagne électorale des présidentielle. Ils souhaitent soient beaucoup plus abordés les sujets qui les préoccupent quotidiennement. Le Cercle Progressiste prend l'initiative de présenter la position des divers candidats de Gauche (ainsi que celle du président de droite sortant) sur les sujets que nous avons abordés ces derniers mois. La lecture est instructive : nul doute que le choix aura des répercussions sur notre vie quotidienne !

Adhérez à l'Association du Cercle Progressiste Carnoussien

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Signature : _____

Libellez un chèque de 15 € à l'ordre du Cercle Progressiste Carnoussien, puis expédiez-le à :
 Cercle Progressiste Carnoussien
 30 avenue Maréchal Foch
 13470 CARNOUX-en-Provence

Les statuts de l'Association vous seront adressés sur simple demande. Tous les 3 mois, les adhérents reçoivent gratuitement la Lettre d'Informations Locales du Cercle (13 pages)

Transports, santé, retraites, impôts, services publics, insécurité, emploi, ... autant de sujets qui nous touchent quotidiennement.



	Les préoccupations du Cercle Progressiste	O. Besancenot LCR	J-P Chevènement MDC	R. Hue PCF	L. Jospin PS	A. Laguiller LO	N. Mamère Verts	Ch. Taubira PRG	J. Chirac (sortant) RPR-DL
	www.carnoux-progres.com	www.olivierbesancenot.org	www.chevenement2002.com	www.roberthue2002.net	www.partisocialiste.fr	www.lutte-ouvriere.org	www.mamere.eu.org	www.radical-gauche.org	www.2002pourlafrance.net
Santé	<ul style="list-style-type: none"> amélioration de la qualité des services de santé développement de la prévention carte hospitalière locale assurant la rapidité des interventions accès égalitaire et gratuit à tous 	Pour assurer nos retraites, le maintien d'une santé publique de qualité, et des revenus décents aux chômeurs, il faut une politique de relance économique: augmentation générale des salaires, et donc des cotisations sociales.	L'égalité des citoyens dans l'accès aux soins est une valeur républicaine. Je ne suis pas favorable à la privatisation financière de notre système de santé. Tous les pays qui vont dans cette direction voient se creuser d'innombrables inégalités sociales dans ce domaine.	En finir avec le carcan de la « maîtrise comptable des dépenses » ! Il faut réformer notre système de santé et lui consacrer les moyens nécessaires. Je propose qu'un grand débat national s'engage.	La santé est une priorité de la société française. Amélioration de la politique de prévention de la politique économique et sanitaire du médicament. Nouveau dialogue avec les professionnels de santé et les caisses (accord cadre national). Pilote de l'offre de soins au niveau régional. Affirmation des droits du malade.	Les attaques contre le système de santé du plan Juppé ont été poursuivies par le gouvernement Jospin.	Faire évoluer le paritarisme et la concertation dans les organismes d'assurance maladie en ouvrant aux associations de consommateurs, de parents ou de malades et à la mutualité. Assurer la couverture des soins et le droit à la santé pour tous.		
Retraites	<ul style="list-style-type: none"> niveau de retraites suffisant pour vivre correctement maintien de la possibilité de partir à 60 ans avec une retraite suffisante Alignement du secteur privé sur le secteur public (37 ans et demi de cotisations, actualisation sur les salaires) 		Une retraite progressive avec des revenus décents : ce ne sont pas les fonds de pension, indexés sur la bourse, qui protégeront nos retraites, mais le retour au plein emploi de nos concitoyens.	Je propose que l'évolution des retraites soit indexée sur celle des salaires et que leur montant soit fixé à 75% du salaire des dix meilleures armées. Je me prononce pour la confirmation du système de retraite par répartition.	Garantir la pérennité des retraites. Réforme, avec notre choix incontournable du système par répartition. Choix individuel de choisir l'âge de départ à la retraite. Éviter des distorsions fortes entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public. Pour ces derniers, l'âge de départ à la retraite devra faire l'objet de négociations.	Balladur s'était attaqué aux retraites des travailleurs du privé en allongeant la durée de cotisation et, par conséquent, l'âge où on peut partir avec une retraite pleine. Jospin n'est pas revenu sur cette mesure réactionnaire et continue d'armée en année d'exécuter les décisions prises par Balladur.	Assurer une retraite avec des revenus décents en défendant la pérennité du système de retraite par répartition, en intégrant progressivement les régimes complémentaires au régime général. Assurer le droit à un départ progressif à la retraite en garantissant le taux de remplacement.		
Services publics Transports Éducation	<ul style="list-style-type: none"> services publics efficaces, accessibles à tous et ne répondant pas à la logique du profit transports urbains efficaces et à coût modéré dans la ville et dans l'agglomération suppression des péages d'autoroutes urbains, et immédiatement pour ceux qui travaillent, étudient ou recherchent un emploi. 	Les besoins élémentaires comme la santé, l'éducation, l'eau, les transports ou l'énergie ne peuvent être soumis aux requins que sont Vivendi, TotalFinaElf, les trusts pharmaceutiques ou la Générale de santé. Il faut investir dans le ferroviaire et la mise en place d'un service public européen des transports.	Reconstruire les services publics : il faut stopper le démantèlement en cours en refusant les diktats de Bruxelles ou de l'OMC. Il faut aussi reconstruire des services publics forts et efficaces. Une école efficace et exigeante : la transmission des savoirs, l'autorité de maîtres mieux formés, la concentration des efforts sur les matières indispensables à une bonne insertion dans la société	Création d'un service national décentralisé de l'eau, d'un service public de l'environnement, d'un pôle public de la communication. Modernisation, démocratisation, transformation des services publics. Rééquilibrage des modes de transport des personnes et du fret en faveur du ferroviaire, du ferrovoilage, des modes de transport humanisés et sécurisés, des voies navigables.	Ouvrir un grand chantier des services publics. Les maîtres mots du changement : les missions, l'autonomie, les moyens, les méthodes, la simplification des actions, la démarche partenariale, l'égalité devant le service public. Engageons nous en faveur des transports publics urbains. Éducation : une école de l'exigence et de la réussite dans le cadre d'un projet éducatif global. Davantage d'autonomie pour les établissements scolaires.	[Les gouvernements de droite et de gauche] ont sacrifié les services publics, les hôpitaux, les écoles, la poste, les transports en commun car c'est sur eux qu'on fait des économies, pour donner plus aux entreprises.	Protéger les services publics contre le démantèlement et les privatisations. Une politique des transports respectueuse de l'environnement (développement du cabotage et du ferrovoilage), et en adoptant une politique énergétique commune (écotaxe européenne). Placer l'éducation au rang de priorité nationale.		
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> meilleure sécurité des personnes et des biens mesures éducatives adaptées pour les jeunes délinquants indemnisation aux victimes dans le besoin 		Une politique cohérente de sécurité, en évitant la démagogie sécuritaire comme l'angélisme : fermeté face à la délinquance et moyens accrus pour la prévention et l'insertion.	La prévention, la dissuasion, la répression et le droit à la réparation pour les victimes impliquent un engagement de toute la société, de la justice, de la police et de la gendarmerie, de la politique de la Ville, de la formation, des élus, du monde associatif, des parents, des jeunes. Je propose, sur cinq ans, un doublement des moyens budgétaires qui concourent à cette priorité nationale.	Mieux prévenir, mieux punir... Garantir la sécurité des citoyens est l'une des missions premières de l'État. Trois principes doivent guider notre action contre l'insécurité: la précocité, l'intensité et la continuité. Créer des « Travaux d'Intérêt Éducatif » effectués dans l'enceinte de l'établissement scolaire. Mieux prendre en charge les victimes. Une justice plus proche et plus rapide. Une prise en charge globale des mineurs délinquants.	Les grands partis se livrent, chacun à son profit, à des assauts de démagogie pour capitaliser le sentiment d'insécurité dans les villes et les banlieues.	Plan d'urgence pour la prévention. Refus de la remise en cause de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs. Développement des Conseils de médiation et de prévention. Plan de réparation et d'aide aux victimes. Multiplication des maisons de Justice pour l'accès au droit. Protection des citoyens, grâce à une police efficace et démocratique. Dissolution des renseignements généraux.		

	Les préoccupations du Cercle Progressiste	O. Besancenot LCR	J-P Chevènement MDC	R. Hue PCF	L. Jospin PS	A. Laguiller LO	N. Mamère Verts	Ch. Taubira PRG	J. Chirac (sortant) RPR-DL
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> préservation des zones naturelles création d'un parc national des Calanques politique volontariste d'élimination des déchets 	Pour une autre politique des transports et de lutte contre la pollution, il faut refuser les exigences du patronat routier.	Mettre l'homme au cœur de notre environnement : réconcilier l'homme et la nature, remodeler nos villes, nos banlieues, mieux reconnaître et encourager le monde paysan.	Un service public national décentralisé de l'eau. De grands chantiers européens pour le feroutage et la lutte contre les inondations. La création d'une organisation mondiale de l'environnement incluant un service public mondial de l'eau et un service public mondial de l'énergie sous démocratie participative. L'élargissement du protocole de Kyoto pour de véritables mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Un moratoire mondial sur la production et la commercialisation des semences génétiquement modifiées et l'élaboration d'un protocole mondial pour le respect et la promotion des agricultures paysannes et biologiques.	Le développement durable peut constituer une réponse pertinente face au risque écologique. La préservation des intérêts des générations futures. Créer une agence européenne de l'environnement. La priorité doit aller à la lutte contre l'effet de serre. Un schéma national de développement du transport combiné, du feroutage et du cabotage. Pour une vraie diversification énergétique. La protection des espaces et milieux naturels. La lutte contre les nuisances sonores est un élément essentiel pour l'amélioration de la qualité de la vie. Une taxation des publicités-papier et une réforme de la redevance d'ordures ménagères.		Un plan de sortie du nucléaire en 20 ans. Un panneau solaire par habitation, une éolienne par commune. A l'horizon 2010 de produire 25 % de notre énergie par des filières renouvelables et 10 % de l'électricité par des éoliennes. Interdire l'arrivée des OGM et le brevetage du vivant. Instauration une incitation fiscale en faveur des paysans qui pratiquent une agriculture respectueuse de la qualité des produits et de l'environnement.		
Économie Emploi Privatisations	<ul style="list-style-type: none"> emploi pour les « emplois-jeunes » en fin de contrat répercussion du coût social des licenciements sur les entreprises bénéficiaires refus de la privatisation des services publics 	Toute l'économie est une machine à fabriquer les inégalités, l'injustice. Titularisation des emplois-jeunes, gratuité des transports, soutien aux projets qu'élaborent les jeunes eux-mêmes.	Revaloriser le travail : améliorer la feuille de paie, rendre sa dignité au travail, stimuler la croissance pour aller vers le plein emploi sont des priorités.	Je dis non à la privatisation d'EDF et de GDF. Et je me prononce pour l'arrêt immédiat de la mise en œuvre des directives européennes qui ouvrent les services publics à la concurrence. Une restriction de la définition des licenciements économiques pour proscrire tout « licenciement boursier ». Un plan de rattrapage pour les salariés au Smic. Une loi de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés d'ici à 2007. Les emplois-jeunes doivent accéder à un emploi stable et bien rémunéré.	Nous avons mis l'emploi au cœur de tous nos choix. Une croissance élevée est la condition nécessaire pour faire reculer le chômage et favoriser l'augmentation des salaires.	La Société pourrait se passer des grands patrons, des actionnaires, des financiers, des spéculateurs, des boursicoteurs, de toute cette couche de privilégiés qui vit de l'exploitation du travail des autres et qui, plus grave encore, oriente les capacités économiques de la société en fonction de ses seuls intérêts. Les privatisations commencées sous Balladur ont continué sous Jospin aussi bien que sous Juppé. Et la gauche a même privatisé davantage que la droite.	Une grande loi sur l'économie solidaire. Transformation des emplois précaires, à commencer par les emplois-jeunes, en emplois stables et durables correctement rémunérés. Création d'un revenu minimum garanti pour tous en autorisant le cumul des minima et des salaires dans la limite du SMIC pendant une période d'une année après la reprise d'un emploi. Droit de veto des CE sur les plans sociaux et les licenciements collectifs. Taxation des entreprises qui licencient en faisant des bénéfices.		
Europe Mondialisation	<ul style="list-style-type: none"> une Europe sociale et solidaire et non pas uniquement financière et libérale rejet d'une mondialisation qui ne respecte pas l'être humain et le développement harmonieux de la planète juste répartition et exploitation des ressources naturelles aide accrue au Tiers Monde 	Construire l'Europe par les droits sociaux, des services publics européens, un développement écologiquement durable, une démocratie authentique avec respect des identités culturelles et nationales, avec des droits politiques indépendants des origines nationales.	La souveraineté du peuple ne doit pas être déléguée à Bruxelles ou ailleurs, la citoyenneté doit retrouver sa force. Une France qui agit dans le monde : nous devons être le moteur de projets ambitieux pour l'Europe, en respectant l'identité de chacune des nations qui la composent. La France doit aussi porter dans le monde le message républicain : bien des peuples, notamment au Sud, l'attendent avec impatience.	Agir ensemble pour une autre mondialisation, faite de solidarité entre les peuples, de partage, de responsabilité à l'égard de la planète et des générations futures. Réorienter la construction européenne en faveur d'une Europe sociale, citoyenne et solidaire. Immédiatement, instauration de la Taxe Tobin sur les mouvements de capitaux.	La mondialisation n'est ni une divine surprise ni un cataclysme. Nous proposons de mieux gouverner la mondialisation, de mondialiser les droits. Limitation du champ de compétence de l'OMC. Il est envisagé de taxer les mouvements spéculatifs de capitaux, dans l'esprit de la taxe Tobin. La réunification de l'Europe constitue une perspective historique et passe par l'élaboration d'une Constitution européenne. Du chemin reste à parcourir pour que l'Europe sociale existe vraiment.	Bientôt, on verra des mitrailleuses aux frontières pour empêcher les malheureux du monde entier de se jeter sur les grillages électrifiés entourant l'Europe ou fermant l'accès aux Etats-Unis.	Pour une Europe fédérale et une mondialisation solidaire. Organisation d'un référendum pour instaurer une Constitution européenne. Créer un espace d'éducation unique, avec une carte européenne d'étudiant. Donner à tous les citoyens le droit de saisir directement la Cour de Justice des Communautés européennes. Faire de l'Union Européenne la première zone Tobin au monde.		
Fiscalité	<ul style="list-style-type: none"> privilégier les impôts directs équitables (revenu) par rapport aux impôts indirects identiques pour tous (TVA) baisse de la TVA exiger une réforme fiscale tant attendue 	Il faut prendre l'argent, en taxant les profits et les grandes fortunes.		Alignement de la TVA sur le taux européen moins élevé. Modification du calcul de la taxe d'habitation. Intégration des actifs financiers des entreprises dans le calcul de la taxe professionnelle. Doublement de l'impôt sur les grandes fortunes. Lutte contre la fraude fiscale. Harmonisation européenne par le haut des fiscalités.	Réforme de la fiscalité locale. Création d'un impôt européen. Rééquilibrer la fiscalité du capital et du travail. Modifier le régime du prélèvement libératoire, supprimer un certain nombre des « niches » de l'impôt sur le revenu et faire évoluer la CSG vers plus de progressivité.		Créer une véritable incitation fiscale écologique. La retenir à la source de l'impôt sur le revenu de l'année en cours. La CSG sera rendue entièrement non déductible. Suppression de la taxe d'habitation. Réintégration des stocks-options dans les revenus. Obligation de publication des rémunérations les plus élevées. Réforme de la fiscalité des collectivités locales.		
Démocratie Droits de l'homme Justice	<ul style="list-style-type: none"> développement de la démocratie participative la même justice pour tous, y compris au plus haut niveau de l'Etat une justice accessible à tous suppression de la double peine pour les immigrés égalité hommes-femmes 	La fonction présidentielle doit être supprimée. Une démocratie authentique donnerait le pouvoir à une seule Assemblée élue à la proportionnelle intégrale, avec de larges pouvoirs d'initiative et de contrôle des députés sur l'exécutif. Une démocratie radicalement nouvelle, participative, où toutes et tous, français et immigrés disposent du droit de vote, doit étendre les pouvoirs directs des citoyens.	Redonner force aux principes républicains : l'autorité de la loi, qui protège les faibles, doit être restaurée. L'égalité entre les hommes et les femmes, en rendant effectif le principe d'un salaire égal pour un travail égal, en donnant aux femmes les moyens de concilier travail et vie familiale (crèches, bourses, assistantes maternelles).	Régularisation des sans-papiers, l'abandon de la double peine et le respect du droit d'asile. Davantage de démocratie, de citoyenneté, de droits pour se faire entendre et respecter. Égalité sociale et professionnelle pour les femmes.	Maisons de la justice et du droit ouvertes aux citoyens. Réformer la carte judiciaire. Droit de vote de immigrés aux élections locales. Modification de la pratique de la « double peine ». Femmes et hommes doivent être à égalité pour décider : en politique, dans la vie publique, dans l'entreprise. Concilier vie professionnelle, vie familiale et participation à la vie publique.	Il est de l'intérêt de l'ensemble du monde du travail d'imposer le droit de vote pour les travailleurs immigrés, et à toutes les élections !	Régularisation de tous les « sans papiers ». Mise en place d'un véritable droit d'asile. Abolition de la « double peine ». Extension du droit de vote et d'éligibilité à tous les résidents étrangers aux élections municipales et européennes. Doublement du budget de la justice dans les 5 prochaines années. Achèvement de la réforme pour l'indépendance de la Justice. Développement des peines alternatives.		